

*Société Canagrex—Loi*

tions sont bien ce qu'il nous faut. Je veux parler des offices de commercialisation qui visent à gérer l'offre, de Canagrex et ainsi de suite, autant de mesures que le ministre considère comme étant le remède aux difficultés du monde agricole. Or, ces mesures ne répondent pas de façon appropriée aux difficultés graves que connaissent actuellement les agriculteurs et les chefs des petites entreprises de notre pays. Elles ne sont pas une panacée. Tout ce qu'on dit aux agriculteurs c'est: «Ma foi, on en fait des choses à la Chambre des communes pour résoudre vos problèmes» mais leurs difficultés sont plus d'ordre économique qu'autre chose et les agriculteurs ont besoin d'une aide véritable.

Ce dont il est question ici c'est de la conception qu'on se fait de l'agriculture. Depuis des siècles, les exploitants agricoles sont des marchands. Ils échan- gent les denrées qu'ils cultivent sur leurs terres contre des produits dont ils ont besoin. Mais, au fur et à mesure que leur efficacité s'est accrue, ils se sont aperçu qu'ils pouvaient faire pousser plus de produits qu'ils ne pouvaient en échan- ger et, par conséquent, nous avons dû envoyer des émissaires dans d'autres parties du monde pour essayer d'écouler leurs produits. Aujourd'hui, les exploitants agricoles, notamment ceux de notre pays, essaient d'échan- ger leurs produits contre des choses dont ils ont besoin. Ils font cela en raison des coûts élevés. Les exploitants agricoles échan- gent leurs céréales pour des concentrés. Ils échan- gent du bœuf contre des infrastructures électriques et ainsi de suite. C'est partiellement dû à notre régime fiscal. Par ailleurs, le commerce extérieur est un facteur très important, vu la capacité de production des agriculteurs canadiens.

Les agriculteurs ont deux possibilités. Ils peuvent se contenter de produire pour satisfaire à la demande du marché canadien ou bien ils peuvent produire davantage et exporter le reste. Depuis que je connais le ministre, il pense que nous avons besoin d'offices de commercialisation et de gestion de l'offre parce qu'une bonne partie de notre commerce à l'exportation n'est pas efficace. Lorsque le ministre se rend en Alberta et dans les Prairies et qu'il parle des problèmes de l'élevage de bovin, tout ce qu'il offre pour résoudre le problème, c'est la gestion du marché. Il oublie toujours de parler de la situation des protéines. C'est très facile de gérer la production de lait parce que rien ne peut remplacer cette denrée. On peut facilement contrôler la production d'œufs. Les gens aiment manger des œufs le matin et il n'y a aucun substitut. Par ailleurs, lorsqu'il s'agit de protéines, si nous contrôlons la production de bœuf pour essayer de faire monter les prix, les consommateurs achèteront du porc. Si nous contrôlons la production de porc, les consommateurs achèteront peut-être de la volaille, dont la production est déjà contrôlée. Il y a aussi le poisson. En outre, nous pouvons maintenant produire des protéines à partir du soja et d'autres légumineuses. C'est un autre substitut, et bien des gens dans les restaurants sont incapables de voir la différence. La solution proposée par le ministre au problème de l'industrie de la viande rouge des Prairies est beaucoup trop simpliste et les producteurs des Prairies devraient le lui faire comprendre.

L'autre solution possible, qui serait plus avantageuse pour les agriculteurs de l'ouest et de l'est du Canada, est l'exportation. Les agriculteurs ont l'habitude de se servir de nouvelles techniques, de leur propre initiative et de leurs connaissances pour produire davantage tous les ans et ils voudraient que les

sociétés des secteurs public et privé vendent leurs produits, à profit si possible, sur les marchés mondiaux pour nourrir ceux qui ont faim. J'ai déjà signalé que la population mondiale augmente de 1.8 p. 100 par année, soit d'environ 80 millions d'habitants, et que cela veut dire que les besoins alimentaires augmentent aussi. Il existe des débouchés pour les aliments que nous pouvons produire et très peu de pays ont une capacité de production supérieure à leur propre consommation.

On a vu par le passé que les exportations de produits agricoles sont très avantageuses pour le Canada. Quelque 40 p. 100 des recettes de nos agriculteurs proviennent de l'exportation de produits agricoles. C'est une des proportions les plus élevées au monde et cela mérite encouragement. Nos céréaliculteurs peuvent produire énormément, mais nous manquons d'installations à la fois ferroviaires et portuaires pour répondre à la demande mondiale. En 1980, nous avons exporté pour 4.9 milliards de dollars de céréales, et la valeur globale de nos exportations agricoles s'est élevée à 7.8 milliards, soit, quelque 10 p. 100 de toutes nos exportations dans un seul autre domaine. Nous n'avons exporté davantage que dans un seul autre domaine. Nous avons exporté, surtout aux États-Unis, quelque 120 millions de livres de bœuf abattu et pour 140 millions de dollars de bétail sur pied. Nous avons aussi vendu aux États-Unis et au Japon 282 millions de livres de porc. Je pourrais vous citer bien d'autres denrées et d'autres sortes de viandes que nous exportons actuellement. Nous devons cependant accroître nos débouchés. Le ministre affirme que c'est l'objectif du projet de loi.

**M. Whelan:** Mais à un prix raisonnable, Stan.

**M. Schellenberger:** Bien sûr, à un prix raisonnable, et ils sont nombreux les pays qui pourraient payer davantage et le feraient si les pays exportateurs voulaient bien collaborer.

Comme l'ont souligné d'autres députés qui m'ont précédé, la balance de notre commerce alimentaire est cependant déficitaire. En effet, si nous laissons de côté les céréales, le reste de nos échanges est déficitaire. Des députés ont rappelé au ministre de l'Agriculture que cela pouvait changer. Ils ont soulevé la possibilité d'accroître les ventes de produits de nos serres et d'aliments surgelés. Nos capacités à cet égard sont inimaginables car, à cause de notre climat froid, nous laissons échapper dans l'atmosphère de grandes quantités de chaleur qui ne servent même pas à nous réchauffer. Si vous aviez passé les quatre dernières semaines en Alberta, où la température frisait les -40°, vous auriez souhaité pouvoir récupérer la chaleur ainsi gaspillée.

● (1430)

Le gouvernement doit cependant offrir conseils et encouragements à cause des coûts de récupération de la chaleur provenant des centrales nucléaires, des centrales thermiques et des pompes qui font circuler le gaz naturel et le pétrole à travers tout le pays. Cela représente un potentiel formidable sans compter que cette entreprise réclame beaucoup de main-d'œuvre. Si nous y avons consacré une partie des fonds que nous réclamons à cette fin, nous pourrions constater comment, à la longue, ce genre d'entreprise est avantageux pour notre pays.

Ce qui m'amène au budget de Canagrex. Le ministre voulait créer une grande société. Il réclamait quelque 60 millions de dollars et un personnel de 175 personnes. En lieu et place, il a obtenu 4.1 millions de dollars et un personnel de 12.